

S'attaquer à la crise systémique exige de mettre un terme aux énergies fossiles

Soumission d'ENvironnement JEUnesse
déposée au Groupe consultatif pour la
carboneutralité (GCPC)

15 décembre 2021



Table des matières

1. À propos de ce mémoire	3
2. Introduction	4
3. S'attaquer à la crise systémique exige de mettre un terme aux énergies fossiles	4
4. Synthèse	6
5. Références	7

1. À propos de ce mémoire

Équipe

Ce mémoire a été préparé par :
Amélie Beaulé, Catherine Gauthier et Léa Ilardo

Ce mémoire a été révisé par :
Léa Ilardo

Mots-clés :

Changements climatiques, crise climatique, jeunesse, espoir, énergies fossiles, crise systémique, subventions directes et indirectes, Canada, charbon, pétrole, gaz naturel, gaz à effet de serre, transition juste et équitable, consentement libre, préalable et éclairé des Premiers peuples, équité intra et intergénérationnelle, exemplarité de l'État, ambition, droits humains, justice

Présentation d'ENvironnement JEUnesse

Créé en 1979, ENvironnement JEUnesse (ENJEU) est un organisme d'éducation relative à l'environnement qui vise à conscientiser les jeunes du Québec aux enjeux environnementaux, les outiller à travers ses projets éducatifs et les inciter à agir dans leur milieu. ENvironnement JEUnesse est un réseau qui valorise le développement de l'esprit critique et qui donne la parole à la jeunesse engagée afin qu'elle fasse connaître ses préoccupations, ses positions et ses solutions concernant les enjeux environnementaux actuels.

Nos objectifs sont les suivants :

- Développer les connaissances, les attitudes et les habiletés des jeunes pour qu'ils puissent agir en tant qu'agents multiplicateurs dans leur milieu ;
- Informer et former les jeunes et les personnes intervenantes sur des enjeux environnementaux ;
- Rassembler et motiver les jeunes, les groupes de jeunes et les personnes intervenantes dans un réseau dynamique et favoriser les échanges à l'intérieur et à l'extérieur de ce réseau ;
- Concevoir, diffuser et mettre à jour des projets, des animations et du matériel pédagogique, ainsi que des outils de soutien à l'action, pour les jeunes ;
- Assurer le rayonnement d'ENvironnement JEUnesse dans les milieux de l'éducation, de la jeunesse et de l'environnement ;
- Participer à des consultations et des débats publics sur les enjeux environnementaux et y promouvoir la place des jeunes et de l'éducation relative à l'environnement ;
- Initier les jeunes à la vie démocratique et à la gouvernance d'une organisation communautaire.

Les activités d'implication citoyenne et les projets pédagogiques d'ENvironnement JEUnesse touchent divers enjeux, dont la gestion des matières résiduelles, le transport et l'énergie, les changements climatiques, la consommation responsable, l'eau et l'intégration du développement durable en milieu institutionnel et commercial.

2. Introduction

Scepticisme, d'abord. Permettez-le nous. Jamais, depuis la naissance du régime international du climat, le Canada n'a respecté ses promesses de réduction de gaz à effet de serre. Pourquoi devrions-nous y croire cette fois-ci ? Pourquoi devrions-nous croire que vous n'abandonnez pas les jeunes face à ce mur de plus en plus infranchissable ?

Découragement. Si le courage est notre faculté à aller de l'avant en dépit du désespoir, comprenez que celui-ci s'essouffle. On nous dit que nous pourrions dépasser les 1,5 °C de réchauffement global d'ici 2025, tandis que ce seuil est considéré comme la limite à ne pas dépasser pour éviter tout emballement du système climatique.

Tristesse et impuissance. De savoir que consciemment, nous nous dirigeons tout droit vers notre perte. Pour beaucoup d'entre nous, cette réalité était déjà écrite avant notre naissance, alors que les décisions qui auraient dû être prises à l'époque nous auraient permis de ne pas nous retrouver à ce point au pied du mur aujourd'hui.

Nous voudrions pouvoir dire fierté, ambition, espoir. S'il vous plaît, n'assèchez pas les dernières gouttes d'espoir qui nous tiennent, celles d'une vie habitable. Convincez-nous de vous croire, cette fois-ci. Il n'y aura pas de dernier essai. Celui-ci est bel et bien le dernier.

3. S'attaquer à la crise systémique exige de mettre un terme aux énergies fossiles

Dans le rapport « A Fair Shares Phase Out: A Civil Society Equity Review on an Equitable Global Phase Out of Fossil Fuels », on souligne que la crise climatique est une crise systémique dans laquelle les énergies fossiles occupent une place prédominante. En d'autres mots, **s'attaquer à la crise systémique ne peut se faire sans des changements systémiques à l'échelle nationale, à commencer par mettre un terme aux énergies fossiles.**

« Measures to address today's crisis must be far-reaching and drive systemic changes in the way our societies and economies function. The climate crisis can only be successfully tackled by ensuring and enabling a globally just transition. We must also address underlying structural inequities relating to trade, international debt, and the perverse fact that overall financial flows in the order of USD 2 trillion per year pass from the Global South to the Global North. Decent work, quality jobs, well-being, sufficiency and equity must guide the transition to a fossil fuel-free future. » (Civil Society Equity Review, 2021 : 5)

Si le Canada souhaite respecter ses engagements découlant de l'Accord de Paris, entre autres pour limiter le réchauffement mondial en-deçà de 1,5 °C, il doit impérativement mettre fin aux énergies fossiles. **Il doit ainsi stopper l'exploitation et l'exploration de ces sources d'énergies, en plus d'éliminer toutes les subventions directes et indirectes, au Canada comme à l'international.**

Du 4 au 6 octobre 2019, ENvironnement JEUnesse tenait son colloque annuel au Cégep du Vieux Montréal. À l'occasion de ce colloque, les jeunes participantes et participants ont eu l'occasion de réfléchir aux manières dont elles et ils souhaitent vivre à l'horizon de 2030. De manière unanime, les jeunes se sont prononcés pour exiger l'interdiction de tout projet d'exploration et d'exploitation de combustibles

fossiles (charbon, pétrole et gaz naturel non renouvelable), de même que toute infrastructure engendrant de fortes émissions de gaz à effet de serre. (ENJEU, 2019b : 16)

S'engager à dévoiler les actifs en carbone et désinvestir massivement des énergies fossiles faisait également partie des revendications du Groupe de travail jeunesse dans le cadre des travaux d'élaboration du Plan d'électrification et de changements climatiques (PECC) du gouvernement du Québec ; ce plan est aujourd'hui devenu le Plan pour une économie verte (PÉV). Cette recommandation peut s'étendre au gouvernement canadien. (ENJEUa : 2019 : 42)

Plus récemment, ENvironnement JEUnesse a déposé ses recommandations au Comité permanent des finances de la Chambre des communes dans le cadre de la préparation du budget fédéral de 2021. Parmi les demandes des jeunes, il a été recommandé « que le Canada mette fin immédiatement aux subventions directes et indirectes aux énergies fossiles et autres secteurs à forte émission de gaz à effet de serre (GES), tels que le transport et le bâtiment. » (ENJEU, 2020 : 2)

Il convient également de rappeler que le Canada a la capacité d'assurer une transition juste et équitable. **À ce titre, le rapport « A Fair Shares Phase Out: A Civil Society Equity Review on an Equitable Global Phase Out of Fossil Fuels » offre plusieurs pistes d'action et principes.**

À l'occasion de la 26e conférence des parties à Glasgow, le Canada s'est engagé à mettre fin d'ici 2022 à ses subventions publiques internationales au secteur des énergies fossiles (La Presse canadienne, 2021). Pourtant, en août 2021, on apprenait que le gouvernement canadien actuel accordait davantage de subventions à ce secteur que le précédent gouvernement (Proulx, 2021). Ainsi, malgré la promesse de réduire les émissions de l'ordre de 40 % à 45 % d'ici 2030, les actions du gouvernement semblent incohérentes. Des projets de pipeline se poursuivent, dont ceux de Trans Mountain, de Coastal Gaslink ou les forages pétroliers qui se multiplient dans l'Est du Canada.

Pendant ce temps, **84 % de la population québécoise juge qu'il y a urgence d'agir face à la crise climatique.** Comme le rapportait Alexandre Shields dans Le Devoir, « [la] vaste majorité des [Québécoises et] Québécois estime que les entreprises, les différents ordres de gouvernement et les citoyens n'en font pas assez pour lutter contre la crise climatique, selon ce qui se dégage de l'édition 2021 du Baromètre de l'action climatique. [nous soulignons] » De manière plus inquiétante, le Baromètre de l'action climatique relève que la population québécoise ressent « des sentiments d'impuissance (62 %), de tristesse (61 %), de peur (51 %) ou de culpabilité (49 %) par rapport aux enjeux climatiques ». Sans surprise, les jeunes de 18 à 34 ans « sont significativement plus habités par ces émotions négatives que les autres groupes ». (Shields, 2021)

Enfin, dans le rapport « Trajectoire pour la carboneutralité » du GCPC, on peut lire que « les jeunes doivent continuer à être entendus et à être responsabilisés pour façonner une vision d'un avenir qui est à même de réaliser leurs aspirations et leurs rêves. [nous soulignons] ». Pour ENvironnement JEUnesse, **les plus jeunes générations ne sont pas davantage responsables que les autres générations** ; les jeunes doivent effectivement « être entendus », mais l'idée de « responsabiliser » nous semble faire peser un fardeau inégal pour les plus jeunes. Nous sommes d'avis que les différents ordres de gouvernement, en particulier au niveau fédéral, doivent participer activement à façonner cette vision d'un avenir habitable, qui permettra aux jeunes de réaliser leurs aspirations et leurs rêves.

4. Synthèse

Notre contribution aux travaux du Groupe consultatif pour la carboneutralité (GCPC) est somme toute modeste. Notre ambition ici n'est pas de vous présenter des mesures techniques qui nous permettraient de réduire nos émissions de GES. Cependant, et sûrement encore plus fondamentalement, nous souhaitons vous rappeler les principes qui devront guider le prochain plan climatique du Canada. Ces principes ont pour point commun la justice environnementale et sociale.

Respecter le consentement libre, préalable et éclairé des Premiers peuples. Le Canada, depuis trop longtemps, viole les droits ancestraux des Premiers peuples pour justifier une croissance économique insoutenable et par ce biais, détruire la nature. Toute mesure contenue dans ce plan qui ne respectera pas les droits des Premiers peuples et la nature ne sera pas légitime.

« Que les principes d'équité intergénérationnelle, de lutte contre la crise climatique, de préservation de la biodiversité et de participation effective de la jeunesse guident l'élaboration des mesures » par le Canada (ENJEU, 2020 : 2).

Respecter l'équité intra et intergénérationnelle. Dans une perspective d'équité intra et intergénérationnelle, les personnes qui subissent et subiront de plein fouet les impacts de la crise climatique devraient minimalement être entendues.

Le principe d'équité intragénérationnelle traduit le fait que la crise climatique touche de façon disproportionnée les communautés les plus vulnérables, au Canada comme ailleurs dans le monde, qui sont déjà frappées de plein fouet par les impacts injustes de la crise climatique. Le plan climatique doit prendre en compte cette réalité et prioriser les communautés les plus vulnérables dans les programmes et mesures déployés. Justice sociale et climatique vont de pair.

Le principe d'équité intergénérationnelle implique que les décisions prises aujourd'hui par des intérêts court-termistes violent les droits des jeunes générations à vivre dans un environnement sain, en plus de compromettre leur droit le plus fondamental, le droit à la vie. Les émissions de GES restant des centaines d'années dans l'atmosphère, il est urgent de les réduire drastiquement le plus tôt possible. C'est pourquoi la cible actuelle du Canada est insuffisante. Pour faire sa juste part dans la lutte internationale contre la crise climatique, le Canada doit réduire d'au moins 60 % ses émissions de GES d'ici 2030. Il ne s'agit pas d'utopie mais de courage.

« Que le Canada travaille à bâtir une société écocitoyenne et une relance juste à partir des six principes du mouvement pour une relance juste. » (ENJEU, 2020 : 2)

Respecter les travailleuses et les travailleurs, ainsi que leurs communautés. ENvironnement JEUnesse a appuyé le mouvement pour une relance juste, car le statu quo et l'inaction climatique provoquent et amplifient des inégalités socio-économiques. C'est pourquoi nous appuyons un mouvement pour une relance juste qui met les gens en premier. La transition écologique implique la disparition de certains emplois pour la création d'autres. Il est de votre responsabilité d'accompagner les travailleurs et travailleuses dans cette transition vers des emplois qui respectent les gens et la nature.

Montrer la voie. Le Canada a non seulement le devoir ou la responsabilité, mais il a la capacité d'agir et de faire preuve d'exemplarité. Par exemple, si on met fin aux subventions aux énergies fossiles à

l'international, en quoi seraient-elles acceptables au niveau national ? Il faut urgemment mettre fin aux subventions au niveau national.

En résumé, ENvironnement JEUnesse exige que le Canada révise à la hausse le niveau d'ambition de ses cibles climatiques afin qu'elles soient cohérentes avec la science du climat et le seuil limite de réchauffement de 1,5 °C que l'on retrouve dans l'Accord de Paris. Nous demandons également qu'un plan crédible, exhaustif et robuste soit élaboré et mis en œuvre. Celui-ci doit veiller au respect des droits autochtones et des droits humains, en plus de mettre un terme au financement et à l'exploitation des énergies fossiles. Le système capitaliste dans lequel nous évoluons a créé quelques gagnants et beaucoup de perdants, en plus de surexploiter la nature. Il est temps de rétablir la justice et de réparer le tissu social, de penser aux gens plutôt qu'au profit, et ce, immédiatement.

5. Références

Civil Society Equity Review. 2021. « A Fair Shares Phase Out: A Civil Society Equity Review on an Equitable Global Phase Out of Fossil Fuels », [en ligne] <https://civilsocietyreview.org/report2021/> (page consultée le 8 décembre 2021).

ENvironnement JEUnesse. 2019a. « Groupe de travail jeunesse : Rapport présenté dans le cadre des travaux d'élaboration du Plan d'électrification et de changements climatiques (PECC) du gouvernement du Québec », [en ligne] <https://enjeu.qc.ca/reaction-jeunesse-pev/> (page consultée le 8 décembre 2021).

ENvironnement JEUnesse. 2019b. « Vision de la jeunesse pour le Québec en 2030 », mémoire présenté dans le cadre des consultations en vue du prochain plan pour la jeunesse, [en ligne] https://enjeu.qc.ca/wp-content/uploads/2019/12/Memoire_SAJ_ENJEU_low.pdf (page consultée le 8 décembre 2021).

ENvironnement JEUnesse. 2020. « Propositions de la jeunesse pour le budget fédéral 2021 », mémoire présenté au Comité permanent des finances de la Chambre des communes dans le cadre de la préparation du budget fédéral de 2021, [en ligne] https://enjeu.qc.ca/wp-content/uploads/2020/08/Memoire_Budget_Federal_2021.pdf (page consultée le 8 décembre 2021).

La Presse canadienne. 2021. « Le Canada s'engage à ne plus ajouter de financement des hydrocarbures d'ici 2022 » *Le Devoir*, édition du 4 novembre 2021, [en ligne] <https://www.ledevoir.com/monde/645036/19-pays-s-engagent-a-cesser-de-financer-les-energies-fossiles-a-l-etranger> (page consultée le 12 décembre 2021).

Proulx, Boris. 2021. « Davantage d'aides à l'industrie pétrolière sous Trudeau que sous Harper », *Le Devoir*, édition 5 août 2021, [en ligne] <https://www.ledevoir.com/politique/canada/622629/politique-federale-davantage-d-aides-a-l-industrie-petroliere-sous-trudeau-que-sous-harper> (page consultée le 12 décembre 2021).

Shields, Alexandre. 2021. « Les Québécois réclament plus d'ambition climatique des gouvernements », *Le Devoir*, édition du 8 décembre 2021, [en ligne] <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/652572/les-quebecois-reclament-davantage-d-ambition-climatique-des-gouvernements> (page consultée le 8 décembre 2021).